

À bas le Service civique obligatoire (SCO) : telle doit être la position de l'UNEF et de toutes les organisations de la jeunesse.

À la suite de Bayrou (UDF) et de Christine Boutin (UMP), le PS et le PCF soutiennent le très réactionnaire projet de Service civique obligatoire, véritable corvée moyenâgeuse : **six mois de travail obligatoire non payé (ou vaguement indemnisé) pour tous les jeunes sans exception**. Ce service permettrait notamment de suppléer aux suppressions massives de postes d'enseignants, au manque de postes dans les hôpitaux et maisons de retraites. Royal approuve chaudement ce projet. À son tour Sarkozy le reprend à son compte.

Bayrou peut donc se féliciter du « *consensus* » réalisé autour du SCO et déclare : « *n'attendons pas l'élection présidentielle, faisons le* ». Jamais la menace d'instaurer ce Service civique obligatoire n'a été aussi grande.

Pour la jeunesse, un tel projet est intolérable. Et Bruno Julliard, président de l'UNEF, mesure manifestement la résistance des étudiants au projet de SCO quand il explique: « *vouloir instaurer un service civique obligatoire de six mois en continu à la fin des études serait une opération suicide* ». Julliard proposerait-il alors que l'UNEF combatte le Service civique obligatoire ? Nullement. Il est favorable au SCO et suggère : « *Il faut de la souplesse* ». En fragmentant le SCO en plusieurs séquences comme le propose Sarkozy ?

Même inquiétude de Karl Stoeckel (UNL) pour qui cette idée de Service civique obligatoire « *risque de ne pas être très populaire* ». C'est le moins que l'on puisse dire ! Stoeckel proposerait-il alors à L'UNL de mener le combat ? Bien au contraire : il propose « *un grand travail pédagogique* » pour préparer l'instauration du Service civique obligatoire. Avec l'UNL comme agent de propagande du Service civique obligatoire ?

Quant à Tristan Rouquier, président de la FIDL, il craint que cela apparaisse comme « *une corvée* », ce qu'est effectivement ce Service obligatoire. Il propose donc un « *donnant-donnant* » : « *une valorisation dans le parcours de formation* », c'est-à-dire l'échange d'un bout de diplôme contre du travail gratuit. **Ainsi, au lieu de rejeter ce projet, Julliard-Stoeckel-Rouquier proposent-ils de manœuvrer...pour que passe ce projet!**

Observons en même temps le silence assourdissant qui a prévalu jusqu'alors dans les organisations syndicales ouvrières (CGT, FO, FSU...) sur cette question.

Quant au PCF, il fut longtemps silencieux alors que nombre de ses députés soutenaient personnellement ce projet. Aussi les organisations satellites ou inféodées au PCF (JC, LCR, LO...) se taisaient-elles aussi. Le PCF annonce maintenant son propre projet...et aussitôt LO déclare que le service civique obligatoire « *pourrait s'agir d'une proposition de bon sens* » (sic) !

Mais c'est la bourgeoisie qui s'inquiète le plus d'une mobilisation de la jeunesse contre le SCO : elle redoute que le ralliement de Sarkozy au SCO soit un chiffon rouge pour la jeunesse.

Préfaçant un rapport de l'amiral Alain Béreau, l'ex-ministre Luc Ferry écrit: je crains « *un conflit ouvert avec la jeunesse en général, conflit à côté duquel celui qui a entouré le CPE pourrait faire bien pâle figure* ». Villepin exprime la même inquiétude en rejetant le SCO version Sarkozy. Car Villepin n'est pas en désaccord avec le fond du projet. Il a lui-même créé, avec Chirac, le Service civique volontaire qui, s'il n'a guère de succès, sert de banc d'essai au Service obligatoire. Mais au printemps, Villepin a vu se dresser toute la jeunesse contre sa politique et craint désormais un nouveau conflit: « *C'est sans doute la question essentielle, je ne suis pas certain qu'un service obligatoire correspondent aux aspirations des jeunes aujourd'hui* ».

Ces craintes sont pour la jeunesse un encouragement à combattre ce projet réactionnaire, le SCO. Elles affaiblissent la position de tous ceux qui soutiennent ce projet. Il est possible notamment d'imposer – par la mobilisation - aux dirigeants des organisations de la jeunesse qu'ils rejettent le SCO.

En particulier : L'UNEF appartient aux étudiants ! Ses dirigeants doivent être au service des étudiants! L'exigence immédiate, c'est que l'UNEF (l'UNL et la FIDL), comme toutes les organisations de jeunesse,

- exigent le retrait pur et simple du projet de Service civique obligatoire ;
- organisent la mobilisation unie contre ce projet ;
- imposent au PS et au PCF de rejeter ce projet.